

d'autres partis ou d'autres contribuables canadiens demandant certaines réformes surtout quant au financement des candidats en temps d'élections?

M. Trudeau: C'est possible, monsieur le président; je n'ai pas d'instances précises en mémoire. A mon avis, il est probable qu'on m'ait écrit à ce sujet, mais je ne retiens aucune communication particulière à l'instant. Nous avons essayé de répondre à toutes les demandes légitimes.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

LES MESURES DE PROTECTION DANS L'ORDRE DES PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le premier ministre. Peut-il dire à la Chambre pourquoi le gouvernement a relégué au bas de sa liste de priorités la protection de l'environnement, à en juger par le document du cabinet qui a été ébruité, alors que tout récemment encore elle y occupait un rang très élevé?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas fait cela.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE RANG DE PRIORITÉ DE L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DU PAYS—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le 17 mai ou avant, le cabinet a-t-il accordé une priorité à l'étude intitulée «L'obtention de notre indépendance économique nationale» et, si oui, quel rang occupe-t-il parmi ses priorités?

● (1510)

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, comme le premier ministre et mes collègues l'ont déjà dit, je n'ai pas l'intention de faire des commentaires sur les prétendues fuites de renseignements.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, puis-je rappeler au ministre que je n'ai pas parlé de documents, mais simple-

Questions orales

ment demandé si, le 17 mai, on avait établi cette priorité et, dans l'affirmative, quel était l'ordre numérique de la priorité?

M. l'Orateur: Le député de Saint-Jean-Est.

* * *

AIR CANADA

LA MENACE DE GRÈVE DES MACHINISTES—DEMANDE D'INTERVENTION DU MINISTRE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question, qui porte sur une autre question prioritaire s'adresse au ministre du Travail. Étant donné que le syndicat des machinistes a voté avec une majorité écrasante en faveur de la grève, le ministre a-t-il l'intention de suivre l'excellent exemple de son prédécesseur, le député de Verdun, et d'intervenir personnellement dans le conflit afin d'essayer d'éviter la grève qui entraînerait la suspension forcée des déplacements par avion au Canada?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je suis certainement d'accord avec le député lorsqu'il loue l'excellent travail qu'a fait le député de Verdun en qualité de ministre du Travail.

Des voix: Bravo!

M. Munro (Hamilton-Est): Je signale au député que M. Gallagher, le conciliateur qui a présenté un rapport qui n'a pas été accepté, entre de nouveau dans le jeu. Je l'ai nommé sur le consentement des deux côtés. Il essaye de régler le différend. J'espère qu'il y parviendra.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, étant donné que légalement, le syndicat a le droit de faire la grève à n'importe quel moment à partir de demain et que les grèves tournantes pourraient commencer dès demain, le ministre a-t-il l'intention d'intervenir et le gouvernement a-t-il un plan d'action qui lui permettrait de faire face à la situation dans le cas d'une grève?

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, je pense que le député devrait savoir qu'il est normal que le gouvernement désire—et je suis certain que l'opposition partage ce sentiment—qu'il n'y ait pas de grève au pays. Nous respectons aussi le principe de la négociation collective libre. Il reste que si vous respectez ce principe, la grève comme instrument reste entre les mains des membres du syndicat de la société intéressée. Ceci dit—et nous, de ce parti, respectons ce principe comme d'ailleurs, je le crois, les membres de l'opposition officielle—il ne peut pas y avoir de garantie absolue qu'il n'y aura pas grève. Je peux simplement assurer le député que nous ferons l'impossible en tant que gouvernement pour l'empêcher.